Numéro 101
Jeudi
6 mars 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Pour les beaux yeux de R.m.c, l'Etat avait violé le monopole • Témoignage de femme : Rosine Rane, agricultrice • Les D.o.m. sont définitivement presque français • Brest : le budget provoque des tensions • Moutons : le gouvernement français bêle et broute • Catastrophe de Merlebach : après trois ans, des responsables • Le Sahara occidental et l'autodétermination

Les dirigeants du P.c. sont-ils daltoniens ?

Les épinards de Popeye n'étaient pas rouges

Victor-Hugo disait que l'homme injuste est celui qui fait des contresens. Les dirigeants communistes français de 1980 font beaucoup de contresens. Donc ce sont des hommes très injustes. Dialectique hugolienne toujours vivante.

La direction du Parti socialiste affirme et réaffirme vouloir, en cas de succès de la gauche, un gouvernement d'union. Elle précise bien : ce n'est que dans l'hypothèse - qu'elle regretterait - où le Parti communiste refuserait d'assumer ses responsabilités, que les socialistes seraient alors contraints d'envisager de constituer un gouvernement homogène. C'est exactement ce qu'a dit François Mitterrand. C'est exactement ce qu'a écrit le dernier Comité directeur : «le Parti socialiste proposera - comme il y est prêt à tout moment, - un contrat de gouvernement à toutes les forces de gauche. Plus large sera l'union, plus assurée sera l'entreprise».

Il est vrai que ce texte n'a pas été voté par les minoritaires. Cependant, adopté à une forte majorité, il engage tout le Parti et tous les socialistes. Y compris ceux qui ont exprimé jusque là, des positions différentes.

Quand à l'hypothèse d'un refus communiste, de participer à un gouvernement de la gauche, force est bien de l'envisager. En raison de l'attitude actuelle de l'état-major du P.c.f., du précédent de 1936 et des incertitudes sur la position que prendrait à cet égard l'U.r.s.s. En 1936 en effet, c'est Moscou qui s'était opposé à la participation du P.c. au gouvernement du Front Populaire, alors que Maurice Thorez y était favorable. Les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets.

Et le réalignement récent du P.c. français sur l'Union soviétique pourrait reproduire les mêmes causes. C'est en ce cas - et en ce cas seulement - que les socialistes d'aujourd'hui disent «nous prendrons nos responsabilités. Nous ne dirons pas aux travailleurs : rentrez chez vous, nous ne voulons pas gouverner».

Le sens de tout cela est clair. *L'Humanité* n'en commet pas moins tous les matins le même contresens en écrivant, hier encore, que le P.s. s'est prononcé «pour l'exclusion d'avance des communistes du gouvernement de la France». Il faut donc leur répéter un fois de plus qu'ils ne peuvent être exclus que par eux-mêmes. La moins belle des dames du bal n'a pas le droit de se plaindre de faire tapisserie quand elle a refusé toutes les invitations.

De plus, il n'est pas question pour le P.s. de changer de partenaire. Cela aussi, le Comité directeur l'a redit fermement : «il est exclu que les socialistes puissent gouverner avec la droite». Dans ces conditions, la contredanse des communistes est jouée sur l'air d'une contrefaçon. Contrefaire «consiste à déguiser, simuler, dénaturer».

Comme aussi après le discours de François Mitterrand à l'Assemblée la semaine dernière. Il n'a pas reproché aux communistes de vouloir faire la révolution, mais constaté au contraire qu'ils en parlaient, mais ne s'avançaient dans cette direction que d'un «pas de sénateur». «Il ne suffit pas - avait ironisé le Premier secrétaire - de dire : faites la révolution comme Popeye disait : mangez des épinards». Aussitôt les porte-paroles et porte-plumes communistes traduisaient avec un autre contresens, comme si François Mitterrand avait «pourfendu la révolution, le grand soir, synonymes pour lui de violences intolérables».

Là les contre-facteurs sont aussi daltoniens : pour Mitterrand les épinards de Popeye étaient bien verts, Marchais les a vus rouges.

Georges Fillioud

Les leaders socialistes de France, d'Espagne, de Portugal et d'Italie :

Un appel au peuple de gauche

Réunis à Paris mardi et mercredi, après s'être retrouvés à Luxembourg lundi et mardi pour la réunion de l'union des P.s de la C.e.e, François Mitterrand, Felipe Gonzales, Mario Soares, et Bettino Craxi ont lancé, au cours d'une conférence de presse, un appel au peuple de gauche des 4 pays concernés pour renforcer les partis socialistes français (P.s), espagnol (P.s.o.e), portugais (P.s.p) et italien (P.s.i). Objectif : sortir «les gauches» de l'Europe du Sud de leurs crises et être ainsi à même de proposer des alternatives politiques puissantes, aux régimes conservateurs qui sont au pouvoir à Paris, Madrid, Lisbonne et Rome.

Voici l'intégralité du Communiqué commun.

En Europe du Sud, dans des pays qui voient renaître la démocratie ou qui s'efforcent de la préserver, sur des terres de vieille culture, des millions d'hommes et de femmes ouvriers, intellectuels ; employés, paysants, cadres affrontent la nouvelle crise du capitalisme.

Le chômage, l'inflation, des restructurations économiques hors de toute planification démocratique, les difficultés du monde rural, l'insécurité et les inégalités croissantes sont pour eux source d'angoisse et motif de lutter.

Face à des vieilles classes dirigeantes accrochées à leurs privilèges, décidées à maintenir leur hégémonie, souvent tentées par l'autoritarisme, l'immense gauche espagnole, italienne, française et portugaise se sait affaiblie par la longue division du mouvement ouvrier et aspire à s'organiser pour vaincre.

Partout la leçon est claire : sans partis socialistes forts, c'est le maintien assuré de la droite ou des forces conservatrices au pouvoir. C'est pourquoi les dirigeants des quatre grandes formations politiques socialistes réunis à Paris, Bettino Craxi, Felipe Gonzalez, François Mitterand et Mario Soares ont décidé de lancer un appel au

(suite page 2)

épingle

«Jusqu'à présent, la participation a été plus un thème de discours qu'une véritable mesure sociale».

Jacques Chirac à TF1 - mardi 6 mars, 13 h.

TEMOIGNAGE

Métier de femme : Rosine Rane, agricultrice

J'ai trente ans, je suis mariée et j'ai deux enfants (10 ans et 6 ans). Je vis sur une exploitation essentiellement viticole. Nous possédons 20 ha et en affermons 29. Je suis secrétaire de la section socialiste de Montréal.

Je n'ai aucune formation secondaire et j'ai commencé mon métier d'agricultrice à l'ombre de mon mari, travaillant par-ci, par-là sur la ferme, selon les besoins : je n'étais pas agricultrice, j'étais femme d'agriculteur.

Un jour j'ai pris conscience qu'être agricultrice c'était être le complément total du chef d'exploitation. Je n'emploie pas le mot égale car dans notre métier l'égalité ne peut guère exister pour des raisons de force et d'endurance.

Mais de ce moment là nous avons, mon mari et moi, travaillé ensemble. Nous avons partagé presque tous les travaux. Alors que dans pratiquement toutes les fermes les travaux sont divisés en deux catégories : la main d'œuvre, réservée à la femme, la mécanisation réservée à l'homme.

J'ai appris les diverses techniques agricoles : desherbage, fertilisation, etc. J'ai appris à me servir des nouveaux outils en demandant des explications à mon mari. Je donne tous ces détails pour que vous compreniez mieux les réactions que ce comportement a suscité autour de nous.

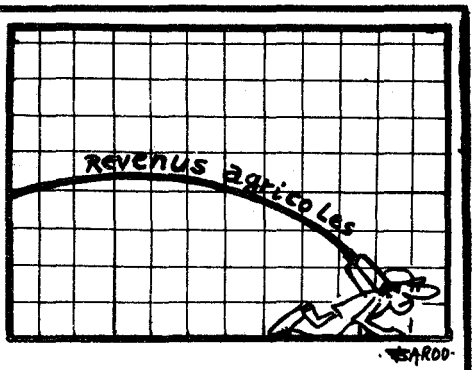
Auprès des agriculteurs j'ai acquis une certaine crédibilité : je suis celle qui a prouvé qu'une femme pouvait sortir des sentiers battus.

Certaines libertés

En revanche - et là c'est très important - j'ai rencontré une certaine réticence de la part des femmes. Elles n'ont pas pris conscience de leurs possibilités. Elles sont soumises et trouvent cela normal. L'homme aux champs, la femme à la maison.

Par mon travail j'ai acquis certaines libertés, celle de pouvoir dire que j'ai un métier, pouvoir en parler, pouvoir prétendre à un salaire égal à celui que toucherait un employé. Car le problème des femmes se pose au niveau des revenus.

Comment dégager un salaire pour la femme travaillant sur l'exploitation dans



un budget si maigre qu'il ne permet pas toujours de faire les investissements nécessaires à la bonne marche de la ferme : en cinq ans le prix du matériel a doublé, les fumures ont augmenté de 50 à 100 % alors que dans le même temps, le prix de notre vin n'a enregistré aucune augmentation. En 1980 les cours sont plus bas qu'en 1974 !

J'ai acquis aussi la liberté d'exprimer mes opinions politiques. Les camarades hommes auraient-ils accepté de m'élire secrétaire de section si je n'avais représenté pour eux que la femme au foyer ?

Je ne voudrais pas que vous pensiez que je suis prétentieuse mais j'estime avoir trouvé un certain épanouissement professionnel auquel je désirerai qu'accèdent d'autres femmes d'agriculteurs.

Appel des leaders socialistes européens

(suite de la première page)

peuple de gauche, à toutes les forces de progrès de leur pays : pour changer le cours des choses, rejoignez, aidez les socialistes !

Les virtualités à exploiter sont nombreuses. Pour l'emploi, la défense et l'efficacité du secteur public, la planification démocratique, la décentralisation de l'Etat, la réforme de l'administration, la justice fiscale, la diminution de la durée du travail, la réduction des cadences aliénantes l'extension des droits et des pouvoirs des travailleurs et notamment de ceux si réduits des immigrés, pour la liberté de l'information, une véritable sécurité sociale, l'amélioration de la condition des nouveaux pauvres, la protection des équilibres naturels et de la vie, partout les socialistes se battent au premier rang.

Ils le font par des méthodes de lutte démocratique en condamnant la violence et la stratégie du terrorisme et toutes les formes de déstabilisation et d'altération de la démocratie là où elles se manisfestent.

Européens, les partis socialistes français, portugais, espagnol et italien veulent faire du continent un espace en même temps qu'un facteur de paix. Pour la Communauté économique (C.e.e), il s'agit non seulement de l'élargir par un processus qui ne peut être que négocié et graduel, mais aussi de l'ouvrir davantage aux préoccupations des travailleurs.

Avec l'autre Europe, celle de l'Est, c'est le dialogue qui doit s'imposer : des partenaires traditionnels existent, comme la Yougoslavie, d'autres se proposent ; il faut préparer la conférence de Madrid sur la coopération et la sécurité. La Méditerranée est là, toute proche, mer fermée et menacée, ensemble de terres familières et divisées, forme de civilisation : les partis socialistes offriront au P.a.s.o.k. grec et à d'autres forces progressistes de la région de prendre des initiatives communes.

Tournés vers le Tiers-Monde, liés particulièrement à l'Afrique et l'Amérique latine, où les peuples combattent pour leurs droits et les individus pour leur liberté, les quatre partis se consulteront régulièrement sur leur politique et agiront ensemble pour des solutions justes aux graves crises ouvertes.

Militant pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, (bafoué aujourd'hui en Afghanistan et dans tant d'autres pays) pour le respect partout et d'abord dans leur pays des droits de l'homme et de la femme, pour la solution négociée des conflits et la sécurité collective, les partis socialistes portugais, espagnol, italien et français font ainsi, en cette période de tension internationale, le pari de la détente et de la paix.

Interrogé sur les récentes déclarations faites par le Président de la République à propos de la Palestine François Mitterrand a notamment déclaré :

« Nous pensons que les Palestiniens ont droit, comme tout peuple, à une patrie. Que cette patrie doit pouvoir disposer d'une entité étatique, dont il ne nous appartient pas de fixer les frontières : cela relève de la négociation. Et nous considérons que le droit de l'un ne peut être acquis contre le droit de l'autre.

« Quand aux déclarations faites successivement par la représentation officielle française, et à ses actions diplomatiques séparées, elles contraignent au double langage, selon que l'on se trouve dans telle ou telle ville, dans telle ou telle situation ».

Trois ans après la catastrophe

Merlebach : la Cfdt accuse

Plus de trois ans après la mort de 16 mineurs dans une mine de Merlebach, l'information judiciaire qui devait établir les responsabilités de la catastrophe n'a toujours pas abouti. Mais les mineurs C.f.d.t ont rendu publiques mardi les conclusions de leur enquête. Elles sont accablantes pour la direction des houillères de Lorraine et les responsables de la sécurité du Puits 5, lieu de la catastrophe.

« Nous savons, déclarent les mineurs de la C.f.d.t » dans un communiqué remis à la presse, « que jusqu'à la condamnation ceux que nous considérons comme grâvement responsables doivent être présumés innocents. Mais nous avons démontré qu'il existe contre eux des charges qui nécessitent qu'ils soient jugés publiquement et contradictoirement, et cela pour permettre les voies et les moyens d'une authentique prévention ».

A l'occasion de cette enquête, les mineurs ont établi une série de statistiques sur les accidents de la mine. Il en ressort que « le risque d'être tué lorsqu'on descend dans la mine a augmenté de 42 % en 8 ans ».

Objecteurs : Manifestation à Brest

Depuis le 4 février, un jeune appelé brestois, Dominique Rolls, poursuit une grève de la faim totale après qu'il eut été incarcéré à Metz pour refus du port de l'uniforme. Le Comité de lutte des objecteurs de conscience de Brest organise samedi une manifestation pour obtenir la libération de Dominique Rolls ainsi que de Michel Tallec, arrêté lors de la marche des « Op 20 ».

Conseil municipal de Brest

Tension dans l'union

Françis Le Blé, maire de Brest (P.s.), a suspendu leur délégation à ses six adjoints communistes.

Depuis plusieurs mois que la Commission des finances travaillait à la préparation du Budget primitif 1980, les élus communistes y ont participé, bien que sans jamais faire de propositions.

Vendredi dernier, lors d'une réunion de la Commission il a été décidé, les travaux arrivant à terme, de se réunir entre adjoints et commissaires aux finances. Le lendemain le groupe communiste faisant paraitre dans la presse locale un article accusant Françis Le Blé d'avoir préparé un budget augmentant de 35 % la pression fiscale.

Celui-ci, dénonçant la trahison, demandait lundi dernier au groupe communiste de se récuser, ce qu'il a refusé. Mardi soir, Françis Le Blé a donc suspendu les délégations communistes jusqu'au vote du budget qui doit intervenir le 31 mars.

Françis Le Blé n'est pas totalement surpris de ce qu'il nomme la « trahison » de ses adjoints communistes. Depuis plusieurs mois un harcèlement de la presse du P.c. le laissait effectivement prévoir, de même que l'attitude des élus communistes qui se conduisaient en groupe d'opposition au seino du Conseil municipal.

Le maire de Brest n'a pas voulu cependant rompre avec ses alliés du P.c., puisqu'il s'est engagé à réexaminer le problème des délégations, une fois le budget voté, et en fonction de l'attitude de ceux-ci.

Sahara Occidental

« Autodétermination, M. le Président »

Hassan II est à Dakhla, ville du Sahara occidental, anciennement occupée par la Mauritanie, au moment où le Front Polisario célébre le quatrième anniversaire de la République arabe sahraouie démocratique.

A cette occasion une délégation du Parti socialiste, composée d'Alain Chenal et de Chantal Perez s'est rendu au Sahara occidental où elle a reçu un accueil particulièrement chaleureux. Nos deux camarades ont notamment constaté que l'organisation des camps comme celle de l'armée de libération, de la formation idéologique vont de pair avec une mise en place d'infrastructures telles que les écoles, les hôpitaux, les maternités.

A Paris, l'Association des Amis de la R.a.s.d, à organisé, le 4 mars, une soirée de soutien. L'association mène actuellement une campagne de cartes postales à destination du président de la République. Elle lui demande :

— de reconnaître solennellement le droit du peuple sahraoui à disposer de son sort et de son territoire, dans le cadre des frontières héritées de la colonisation.

— de retirer le dispositif militaire français dirigé, aux côtés de l'armée marocaine contre le peuple sahraoui.

— de reconnaître le Front Polisario comme le seul représentant du peuple sahraoui.

— d'autoriser l'ouverture à Paris d'un bureau officiel du Front Polisario.

Pour, qu'en somme, il mette en pratique ses propos de décolonisateur.

• **Jeudi 6 mars** à 10 heures une délégation de parlementaires socialistes conduite par François Mitterrand et Pierre Joxe visitera le Salon de l'Agriculture.

Parlez de « Riposte » autour de vous
Faites abonner les militants

QUESTIONS ECRITES

de Martin MALVY

sur le problème des primebde développement régional et sur l'arbitraire qui procède à l'attribution de ces primes.

de Gilbert SENES

le Premier ministre a déclaré lors de son passage à *Antenne 2 midi* du 15 février 1980 que les problèmes des français musulmans étaient tous réglés, notamment en matière de logement.

Or il existe des cités dites d'urgence subsistant encore dans douze départements et dont les plus tristement célèbres sont : Zonza, Bias, Jouques et La Ciotat. Ces cités ont dû échapper à la vigilance de ses services.

d'Henri EMMANUELLI

sur l'appel à des fonds privés pour augmenter le capital de la Société Générale. Un tel recours à des actionnaires privés traduit un désengagement de l'Etat et la volonté du Gouvernement d'aligner la gestion des sociétés nationalisées sur celle du secteur privé et de les insérer davantage dans le processus d'internationalisation de l'appareil bancaire.

d'Alain CHENARD

sur le système de « gestion » des étrangers résidant en France. Il lui souligne qu'automatiser les cartes de résidents, par l'utilisation de données informatiques très larges et interconnectées, revient à ficher une population qui se voit par ce moyen écartée de libertés fondamentales, et cela, au mépris des droits de l'homme et des orientations officielles quant à « l'informatisation » de la société.

RIPOSTE

12, cité Malesherbes - 75009 Paris - Tél 878.40.73
Télex : 660 582 F
Directeur : Georges Fillioud
Directeur-Délégué : Henri Pradeaux
Rédaction : Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Numéro de commission paritaire : 60122
Abonnement : 250 F par an
Composition : O.F.R.E.S. **Imprimerie** : B.P.-Paris

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

Communiqué de Louis Mexandeau

La dégradation et la perversion de l'enseignement de l'histoire ne sont dues principalement ni à la baisse de qualité des manuels, ni à la faiblesse de formation de certains maîtres, ni même à la réduction des horaires.

Ces éléments interviennent, mais ils sont autant des conséquences que des causes. Ils sont exploités au service d'une entreprise idéologique délibérée qui vise à priver les Français, et en particulier les travailleurs, de la connaissance de leur passé, pour mieux les intégrer dans un ensemble culture à dominante étrangère d'où seront bannies les notions de classe et de nation.

La dislocation de la trame historique, le refus de la chronologie, le mélange de l'histoire avec des disciplines voisines ont pour objet, on pour résultat, d'ajouter la confusion intellectuelle et la résignation morale à l'ignorance du passé.

Toutes les déformations, les récupérations, et les importations sont alors possibles. L'évolution de l'enseignement de l'histoire illustre l'Atlantisme pédagogique qui est un des aspects de la politique giscardienne en matière d'éducation.

La multiplication, et parfois la qualité, des revues et des émissions de vulgarisation historique ne saurait remplacer un enseignement à la fois précoce, rigoureux et disposant d'horaires suffisants.

Les Français ont toujours l'appétit de l'histoire mais ils sont de plus en plus gavés d'hamburger.

Jean-Marie Le Pen s'estime diffamé

Le Pen, dirigeant du Front national, organisation d'extrême droite, poursuit en justice Jean Giroud, membre du Secrétariat de la Fédération des Hauts-de-Seine du Parti socialiste, et Gérard Tolla, secrétaire de la section de Rueil.

Il leur reproche le contenu d'un tract qui a été diffusé à la population de Rueil lors de la tenue dans cette ville du Congrès du Front national, le 11 novembre 1978.

Ce tract rappelait les principales positions affichées par le Front national et ses actions passées. Il dénonçait les pratiques de cette organisation.

Ce rappel et cette condamnation sont insupportables à Le Pen qui s'estime diffamé.

La liberté d'expression remise en cause, des agressions de travailleurs immigrés des propos et attitudes racistes, des attaques envers militants syndicaux et politiques, des atteintes au droit du travail, etc... : la liste des exactions qui n'ont jamais fait l'objet d'une décision de justice est longue.

Mais, pour Le Pen cela va plus vite. Cette affaire vient en justice aujourd'hui, jeudi, à 13 heures 30 devant la 11e Chambre du tribunal de Nanterre, avenue Joliot Curie.

TELE-P.S.

LA CRISE, C'EST LE RESULTAT DES REACTIONS DE LA CLASSE CAPITALISTE A LA BAISSE DES TAUX DE PROFIT.

R.M.C. - Roumoules :

L'Etat pirate de lui-même aux frais du monopole et des contribuables

Par jugement rendu le 6 février, le Tribunal administratif de Paris vient de déclarer illégale l'autorisation donnée en 1973 par le gouvernement français à Radio Monte Carlo d'installer un émetteur de grande puissance à Roumoules, dans les Alpes de Haute-Provence.

La violation de la loi sur le monopole de la radio-télévision par l'Etat lui-même, était en l'occurence, flagrante. Et elle s'accomplissait aux dépens du service public, pour le bénéfice du secteur privé : tandis que R.m.c (que l'Etat contrôle pourtant par l'intermédiaire de la Sofirad) étendait sa zone de diffusion, son nouvel émetteur de Roumoules gênait tellement les émissions de France Inter dans la région que T.d.f était contraint d'augmenter la puissance des émetteurs de Nice et Marseille et d'en installer un troisième en Corse.

Opération qui revenait à faire financer par le contribuable le développement de Radio Monte Carlo, dont les revenus publicitaires ont pû augmenter en fonction de son gain d'audience.

Jugement sans équivoque

Il aura donc fallu sept ans pour qu'aboutisse la procédure intentée par le S.c.o.r.t (Syndicat des Cadres et Organisations Radio TV) pour dénoncer l'illégalité des décisions du premier ministre et du ministre de l'économie.

Sept ans pendant lesquels l'Etat giscardien a usé de tous les arguments techniques ou procéduriers pour ne pas faire face à sa responsabilité. Sept ans pendant lesquels, selon une pratique désormais courante - surtout dans le domaine de l'information - le pouvoir a laissé se créer, hors l'état de droit, un état de fait.

Les attendus du jugement du tribunal administratifs sont sans équivoque : «Considérant que l'Office de Radio-diffusion télévision française... est titulaire du droit exclusif d'émettre à partir du territoire de la République française ; qu'il ne ressort pas des cas de dérogation prévus à l'article 3 de la loi, susreproduit, qu'une radio périphérique puisse être installée sur le sol national ; que l'autorisation accordée à la Société R.m.c d'implanter son équipement ondes longues sur le territoire de Roumoules fait échec au monopole légal de l'O.r.t.f ; qu'ainsi en autorisant cette implantation, la décision litigieuse a violé les dispositions légales ; qu'il y a lieu, en conséquence, d'annuler la décision implicite de rejet résultant du silence du premier ministre...»

Dans un communiqué publié mercredi Michel Bassi, ex-conseiller de Valéry Giscard d'Estaing devenu directeur général de R.m.c, se contente d'observer que «ce jugement constitue l'annulation pure et simple d'une décision administrative».

Barre et Lecat se sont tus. Probablement parce qu'il s'agit d'une victoire du monopole, auquel ils sont tellement attachés.

La Martinique définitivement presque française

Dans la grande tradition des secrétaires d'Etat aux D.o.m.-T.o.m., Paul Dijoud a levé à la fois le menton («la Martinique est définitivement un département français, que cela plaise ou ne plaise pas») et le bâton («Il y a des limites qu'il ne faut pas franchir. Et chacun s'en apercevra»).

Les Martiniquais sont en effet français, et qui oserait leur contester ce droit ? Ce qu'ils demandent c'est d'être français comme les autres et que leur situation géographique outre-mer n'entraîne pas systèmatiquement l'outrecuidance gouvernementale.

Le discours officiel reste irréel et masque une profonde injustice institutionalisée. Le refus obstiné de réaliser concrètement l'égalisation des droits sociaux et économiques entre les D.o.m. et les départements métropolitains serait déjà scandaleux s'il se bornait à abuser purement et simplement 1.500.000 ressortissants de l'outremer pour des raisons électorales. Il devient logiquement insupportable quand il aboutit à renforcer les discriminations et à nier le droit des peuples des D.o.m.-T.o.m. à leur identité propre, tant sur le plan culturel qu'institutionnel, économique ou social.

M. Dijoud, factotum du giscardisme, devrait se rendre compte enfin que ce sont les déceptions quotidiennes qui tournent certains Antillais et Réunionnais vers d'autres espérances.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et prénom .....

Adresse .....

☐ Abonnement à l'an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Règlement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Le mouton européen

Toujours la tonte des producteurs

Le dossier du mouton est à nouveau dans l'impasse. Britanniques et Français n'ont pas pu s'accorder sur les propositions de compromis faites par la commissions européenne. A savoir : ouverture des frontières françaises aux importations de moutons britannique moyennant une aide jusqu'au 15 juillet prochain de 175 millions de francs.

Cette période de transition devrait permettre une organisation commune du marché de la viande ovine. On peut-être assuré que dans quelques mois rien n'aura changé. La question essentielle n'est pas celle des aides, (français et irlandais demandent le soutien permanent aux producteurs de moutons) mais celle de leur revenu.

Une fois encore, au lieu de s'attaquer au problème d'une véritable règlementation européenne assurant le revenu grâce à la mise en place d'un tri garanti, la commission va se rabattre sur des solutions de facilité, elle va demander à la France de respecter la décision du 25 septembre et d'ouvrir les frontières.

L'auto-limitation n'a jamais été une solution pour résoudre la crise du mouton ; ni les compromis qui traînent et ne débouchent sur rien. Nous ne pouvons que craindre une fois encore, que, comme il l'a trop souvent fait, le gouvernement français n'abandonne trop facilement ses producteurs sous prétexte d'aide directe aux revenus.

Les producteurs refusent cette politique d'assistance autant pour ce qu'elle représente que pour le peu de garantie qu'elle apporte pour l'avenir.

Résumées

Paris : la lutte des classes

86 fermetures de classes primaires et maternelles prévues à la rentrée prochaine, pour 24 ouvertures seulement. Grève des parents d'élèves soutenu par le S.g.e.n-C.f.d.t. Refus de Christian Beullac, ministre de l'Education, de recevoir mardi la délégation conduite par Paul Quilès député du XIII[e] arrondissement. Nouvelle manifestation annoncée pour jeudi. Et la grève continue.

Caisses d'Epargne : la police fait évacuer

Les forces de l'ordre ont fait évacuer mercredi matin les locaux de la Caisse d'Epargne de la rue du Louvre, à Paris, occupés depuis le 29 février. (cf. *Riposte* n° 99). Les grévistes se sont rendus à la Bourse du Travail pour y tenir une Assemblée générale. Et voter la poursuite du mouvement.

Manifestation pacifique de policiers

A l'appel du syndicat C.g.t, plusieurs centaines de policiers mardi devant la préfecture de police. Motif : protester contre «l'absence de concertation et la décision arbitraire de l'administration d'imposer au personnel de la police nationale une réforme horaire aggravant les conditions de vie et de travail». Le préfet de police ayant refusé de les recevoir, les manifestants ont organisé un «sit in» sur place avant de se disperser dans le calme.